

“Comment votre parti va-t-il protéger les Canadiens contre les armes à feu provenant des États-Unis ? ”

Cinq questions sur le contrôle des armes à feu et la sécurité publique à poser aux candidats fédéraux qui sollicitent votre vote

MONTRÉAL / TORONTO - 3 avril, 2025: Les groupes de défense du contrôle des armes à feu [viennent de publier](#) une liste de questions qu'ils recommandent aux Canadiens préoccupés par la violence armée et la sécurité de nos communautés de poser aux candidats aux élections fédérales. Les questions, qui figurent également dans un [questionnaire](#) envoyé à tous les principaux partis, sont les suivantes :

Q1 : S'il est élu pour former le gouvernement, votre parti **insistera-t-il pour que les États-Unis fassent davantage pour arrêter la contrebande d'armes de poing vers le Canada**, lorsqu'il échangera avec l'administration du président Trump ?

Q2 : Votre gouvernement **achèvera-t-il le programme de rachat des armes d'assaut prohibées, avec une compensation équitable pour leurs propriétaires**, dans les 12 prochains mois ?

Ce programme retire de la circulation les modèles d'armes à feu de type militaire dotées d'une puissance et capacité de tir rapide incompatibles avec la chasse et autre utilisation civile raisonnable. En comparaison, la Nouvelle-Zélande n'a pris que six mois pour retirer de la circulation 56 000 armes d'assaut dans le cadre de son programme de rachat de 2019 suite à la fusillade de masse de Christchurch qui avait fait 51 morts.

Q3 : Votre gouvernement **appliquera-t-il les mesures visant à lutter contre la violence armée** entre partenaires intimes en mettant en œuvre, dans ses six premiers mois, la nouvelle loi qui révoque automatiquement le permis de possession d'une personne faisant l'objet d'une ordonnance de protection liée à la violence intime ou au harcèlement?

Q4 : Votre gouvernement supprimera-t-il **les échappatoires et les exemptions qui permettent de déjouer les limites sur la capacité maximale des chargeurs** (cinq balles pour les armes d'épaule, dix pour les armes de poing) et qui mettent directement en danger le public ?

Ces échappatoires mortelles ont permis à [de nombreux tireurs de masse](#) d'acheter légalement des chargeurs « modifiables » qu'ils ont ensuite facilement convertis pour contenir illégalement 20 ou 30 cartouches.

Q5: Votre gouvernement va-t-il protéger la sécurité publique en promettant d'instaurer un **système de préautorisation qui fait que c'est la GRC et non l'industrie de l'armement américaine qui détermine la classification de nouveaux modèles d'armes à feu introduits sur le marché canadien ?**

Au cours des dernières années, des importateurs ont pu tricher le système canadien de classification en étiquetant des milliers d'armes « [sans restriction](#) », même si elles étaient techniquement prohibées, par exemple parce qu'elles étaient ou pouvaient être converties [en mode automatique](#). Bien que des règlements à cet effet aient été déposés en décembre, ils n'ont [pas encore été renforcés ni finalisés](#).

Citations :

« Les armes qui peuvent blesser et tuer un grand nombre de personnes en quelques instants n'ont pas leur place dans notre société. Un volumineux corpus scientifique confirme ce que nous pouvons constater en ce qui concerne la violence par arme au sud de la frontière : des lois strictes qui limitent l'accès aux armes d'assaut peuvent protéger nos proches. À titre de médecins, nous avons été témoins des conséquences dévastatrices attribuables aux blessures par arme à feu. Les Médecins pour un meilleur contrôle des armes à feu invitent les Canadiens à s'informer sur les engagements de tous les partis en matière de contrôle des armes à feu avant de voter. »

- **Dre Najma Ahmed, co-présidente des Médecins pour un meilleur contrôle des armes à feu**

« Au Canada, *la plupart* des armes à feu saisies sur des scènes de crimes et *plus de la moitié* de celles utilisées dans des homicides ont été obtenues légalement au pays. Cependant, *la majorité* des armes de poing illégales impliquées dans des crimes dans les grandes zones urbaines comme Montréal et Toronto sont introduites en contrebande depuis les États-Unis. Ces armes constituent une sérieuse menace pour la sécurité publique, étant utilisées pour tuer des Canadiens. C'est pourquoi il incombe à tous les partis politiques de s'engager à faire pression sur les Américains pour qu'ils empêchent le trafic illégal d'armes de poing vers le Canada. »

- **Monsieur. Ken Price, Familles du Danforth pour des communautés plus sécuritaires**

“Les sondages d'opinion publique montrent que *la majorité* des Canadiens est en faveur de lois plus strictes sur le contrôle des armes. Nombreux sont ceux qui craignent que les menaces du président Trump d'annexer notre pays mènent à un encadrement faible des armes à feu, augmentant le risque de tueries de masse, de féminicides et de suicides. Il n'a jamais été aussi important de s'informer sur la position des partis politiques concernant le contrôle des armes et de voter pour appuyer des lois raisonnables qui protègent nos maisons, nos écoles et nos communautés des ravages de la violence armée. »

- **Madame Heidi Rathjen, PolySeSouvient**

-30-

Pour plus d'information:

- **Heidi Rathjen**, Coordonnatrice, PolySeSouvient: info@polysesouvient.ca / 514.816.7818
- **Christopher Holcroft**, Communications, Médecins pour un meilleur contrôle des armes à feu, christopherholcroft@hotmail.ca / 416.996.0767
- **Ken Price**, Familles du Danforth pour des communautés plus sécuritaires, ken.price@gmail.com / 416-564-6812